



**Dossier n° DP 008 480 25 0 0061**

Date de dépôt : **21 novembre 2025**

Demandeur : **RTE représentée par M. PIECHACZYK Xavier**

Adresse du terrain : **rue Jean-Baptiste Clément 08000 VILLERS-SEMEUSE**

Références cadastrales : **AB 187**

*Le panneau d'affichage prévu à l'article A. 424-15 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté*

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable**  
**au nom de la Commune de VILLERS-SEMEUSE**

**Le Maire de VILLERS-SEMEUSE,**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villers-Semeuse approuvé le 4 février 2009, révisé le 17 janvier 2013, modifié le 9 janvier 2019 et révisé le 27 juin 2023 ;

Vu la déclaration préalable présentée le 21 novembre 2025 par la société RTE sise 913 avenue de Dunkerque 59160 LOMME et représentée par M. PIECHACZYK Xavier,

Vu l'objet de la déclaration : aménagement d'une clôture sélective sur un terrain situé rue Jean-Baptiste Clément 08000 VILLERS-SEMEUSE ;

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain d'une superficie de 1325 m<sup>2</sup> situé rue Jean-Baptiste Clément 08000 VILLERS-SEMEUSE, en l'aménagement d'un ensemble d'équipements pour passage sélectif aux abords du poste électrique de Mohon permettant de fermer et sécuriser l'accès aux véhicules légers et poids lourds sur la voie carrossable, tout en laissant l'accès aux piétons et aux cyclistes ;

Considérant que le projet se situe en zone UBi concernée par le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) Meuse aval approuvé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2022 ;

Considérant le règlement du PPRi stipulant page 52 que « la mise en place et le déplacement des clôtures non susceptibles de modifier l'écoulement de l'eau et de réduire les champs d'expansion des crues » est autorisée ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

**Les aménagements prévus dans le projet ne devront pas modifier l'écoulement de l'eau ni réduire les champs d'expansion des crues.**

Fait le 05/12/2025

Le Maire, **Jérémy DUPUY**

DATE D'AFFICHAGE EN MAIRIE DE L'AVIS DE DÉPÔT  
DE LA DÉCLARATION PRÉALABLE, LE 26/11/2025.

**Jérémy DUPUY**

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

**Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à 424-19, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.